Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2159

Artikel: Ne pas ouvrir la boîte de Pandore : fonds d'infrastructures : réponse à Samuel Bendahan

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014282

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

construction d'une centrale à gaz sera nécessaire pour garantir la sécurité de l'approvisionnement.

Voilà pour la première étape du tournant énergétique. A partir de 2021, la seconde étape devrait voir disparaître progressivement ces mécanismes financiers au profit d'une réforme fiscale écologique, en clair des taxes d'incitation.

Le projet du Conseil fédéral rencontre un assez large soutien pour ce qui est des grandes options, mais les avis divergent sur les différentes mesures proposées. Cependant, l'UDC et le PLR s'opposent clairement au tournant énergétique, la première persistant à tabler sur la filière nucléaire, le second rejetant prescriptions et subventions au profit des mécanismes du marché.

Economiesuisse et plusieurs organisations économiques, notamment celles du secteur électrique, se rangent également dans les rangs des opposants, la première n'hésitant pas à prédire une *«catastrophe économique»* si la stratégie devait s'imposer.

Le décor est maintenant dressé et les acteurs en place. Reste à examiner ce qui reste de cette stratégie après son passage devant le Parlement.

Ne pas ouvrir la boîte de Pandore

Fonds d'infrastructures: réponse à Samuel Bendahan

Jean-Pierre Ghelfi - 22 mars 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31247

La Banque nationale et les caisses de pension disposent de nombreuses centaines de milliards de francs, l'une pour gérer la valeur du franc, les autres pour assurer le versement de rentes. Elles suscitent des convoitises (DP 2158: *Infrastructures et compétence: la Suisse peut construire l'avenir*, par Samuel Bendahan).

La revalorisation du franc est une constante de l'histoire économique de notre pays. L'étude de Jean-Christian Lambelet consacrée au franc fort (DP 2125) présente un graphique (p. 112) qui montre que notre monnaie enregistre, depuis 1820, une tendance générale, en valeur réelle (donc corrigée de l'inflation), de hausse de sa valeur. La comparaison est faite par rapport à la livre sterling (monnaie dominante jusqu'à la deuxième guerre mondiale), au dollar et à l'euro. *«On a là, écrit l'auteur, une indication pertinente et documentée de l'amélioration constante de la compétitivité de l'économie suisse au fil des années, en fait sur deux siècles!»*

La problématique du franc fort n'est donc pas un phénomène récent. Cette évolution de très longue période a inclus de multiples crises et conflits. Elle n'a pas empêché notre pays, ses entreprises et ses habitants d'améliorer régulièrement leur situation matérielle au point que, comme nous le savons, la Suisse compte parmi les pays qui dispose actuellement d'un des plus hauts revenus moyens par habitant.

Une monnaie toujours plus forte et une économie toujours plus performante sont deux caractéristiques apparemment contradictoires et incompatibles entre elles, puisqu'une monnaie surévaluée handicape le développement et la rentabilité des activités productives. D'où la question de savoir comment, au lieu de s'exclure, elles sont allées de pair?

La raison n'est certainement pas unique. Ce serait trop simple et trop beau! Sans doute faut-il aller voir du côté de ce qui fait la spécificité de notre pays.

La Suisse moderne, celle de 1848, a voulu éviter par-dessus

tout de confier son sort à une personne ou à une institution. Elle a veillé à répartir et diviser le pouvoir. Entre Confédération et cantons. Entre cantons et communes. Nulle part, elle n'a voulu de chef. Elle lui a préféré des collèges. Et le droit d'initiative a complété en 1891 le droit de référendum législatif introduit en 1874, pour parachever l'encadrement du Parlement.

C'est dire si, plus qu'aucun autre Etat passé et présent, elle a voulu que chaque personne s'assume pleinement. Ce n'est pas toujours simple ni facile. Mais, avec le recul, ces options ont été plutôt judicieuses. Chacun est donc responsable de soi et de ses choix, individuels et collectifs. Dialogue constant, logique et dialectique tout à la fois.

Devoir relever les défis

Cela s'observe et se retrouve aussi dans la vie économique. Le sens du travail, plus précisément du travail bien fait. Le sens de satisfaire le client, le sens de répondre aussi bien que possible à ses désirs, à ses attentes, et même à les anticiper. Le sens de l'épargne, et épargne dans tous les sens du mot. L'épargne de l'argent, bien évidemment. L'épargne des moyens à utiliser et à mettre en œuvre. L'épargne du pays et du paysage. L'épargne des ressources naturelles. Autant d'épargnes qui ne peuvent certes empêcher à l'occasion des dérives, des excès. Lesquels ne durent généralement pas trop longtemps et ne vont habituellement pas trop loin. L'être humain étant ce qu'il est, il comporte sa part de bienfaits et de méfaits. La perfection est encore à inventer.

Est-ce excessif de considérer que ce pays, plus que d'autres, aime relever les défis? Aimer n'est probablement pas le terme le plus approprié. Accepter est peut-être plus adéquat. Ne pas baisser les bras n'est pas la conséquence de vertus particulières. Plutôt la prise de conscience qu'au fond la Suisse n'a pas vraiment le choix si elle entend vivre et prospérer. Les hausses subites de la valeur du franc, pour anciennes qu'elles soient, mettent à chaque fois à l'épreuve sa capacité à y faire face. Ce qu'elle a su faire jusqu'à présent.

Cela n'a jamais été tout simple. Même parfois compliqué et douloureux. Mais au total elle y est plutôt bien parvenue. Faut-il rechercher plus loin et ailleurs l'origine et la cause de ce processus *«d'amélioration constante de la productivité de l'économie suisse […] sur deux siècles»* (pour reprendre une partie de la citation figurant plus haut)?

Une chose est sûre. On ne fera pas croire à un ou une citoyenne, travailleuse que quelque chose peut (pourrait) être gratuit, ou quasiment gratuit.

Depuis la crise des *subprimes* de 2007-2008, la déstabilisation du système financier international qui en a découlé et la surévaluation du franc qui a suivi, la Banque nationale suisse a beau avoir accumulé près de sept cents milliards de francs et les caisses de pensions en posséder encore davantage (788 milliards à fin 2015), personne n'imagine qu'il puisse exister une solution magique et gratuite pour financer des investissements à la *«périphérie géographique de notre pays»* (S. Bendahan) qui pourrait contribuer d'une manière ou d'une autre à nous assurer un avenir radieux en termes d'emplois, de compétences professionnelles et d'infrastructures collectives.

Foire d'empoigne

Toutes nos excuses pour devoir considérer que ces idées, ces intentions, ces projets ont quelque chose de surréaliste. Voudrait-on ouvrir ce qui nous apparaît comme une boîte de Pandore que se déchaînerait instantanément une foire d'empoigne telle que le pays, et peut-être même aussi notre proche périphérie, s'en retrouveraient sens dessus dessous. Tous les appétits imaginables, et même ceux que l'on n'imagine pas, tant mercantiles que financiers, monteraient au front pour promouvoir chacun des projets meilleurs que les autres avec l'objectif tout à fait désintéressé de s'assurer au passage des pourboires en proportion des services bien rendus.

Et, enfin, comment ne pas être surpris que personne n'ait encore à ce jour eu l'idée de

défendre de tels plans, présentés comme allant de soi?

Peut-être est-ce dû au fait que la Suisse a un taux de chômage de 3,6% (février 2017), qui équivaut à une situation de quasi-plein emploi, que le plus gros du trop-plein de valeur du franc a été digéré, que la reprise paraît se concrétiser dans la plupart des économies développées, que dans ces mêmes pays le renchérissement s'inscrit aux alentours de 2% et que les taux d'intérêt ont commencé ou ne vont pas tarder à remonter au cours des prochains mois et de l'année à venir – chez nous aussi en fin de compte. Cette normalisation de la conjoncture avance à pas plus rapides que la mise en place suggérée de moyens de financement pour *«gagner ainsi sur tous les plans»*!

Journalisme «d'information»: nous sommes-nous fourvoyés?

A la recherche de la crédibilité perdue des médias journalistiques

Dominique von Burg - 25 mars 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31262

«Lügenpresse» – «médiacratie» – «système politico-médiatique»… On pourrait multiplier ces termes, qui tous mettent en lumière la crise de crédibilité que vivent les médias et les journalistes.

Une crise aggravée par la multiplication des fausses nouvelles qui certes ont toujours existé, mais qui aujourd'hui se répandent comme des traînées de poudre sur les réseaux sociaux.

Et pourtant, les sociétés et les démocraties ont toujours besoin d'un journalisme crédible. Plus que jamais peut-être. D'abord pour établir les faits face aux *«vérités alternatives»* répandues sans vergogne par les Trump et leurs thuriféraires. Ensuite pour animer le débat public. Un débat public apparemment aussi vif que jamais à mesure qu'il s'étend sur les réseaux sociaux, mais également de plus en plus biaisé pour la même raison. En effet, par la grâce des *«like»* et des algorithmes, on tend à n'échanger plus qu'entre *«coreligionnaires»*. Les opinions se renforcent, elles ne s'affrontent plus.

Mais comment nous autres journalistes en sommes-nous arrivés à cette perte de crédibilité? Quelles erreurs avons-nous commises? Et comment regagner cette crédibilité pour répondre aux attentes? Qu'on me permette, modestement, d'apporter ma contribution à cet ample débat.

Pour nombre de journalistes de ma génération, les journaux et médias audiovisuels d'information ont représenté le modèle à suivre. Par rapport à la presse d'opinion, autrefois dominante, ils étaient perçus comme un vrai progrès. Comme la manifestation de la volonté des journalistes d'établir et de commenter les faits sans *a priori*. Certes, nous ne prétendions pas à l'objectivité – notion philosophique plus que journalistique – mais notre absence de parti-pris garantissait un journalisme plus crédible que celui des feuilles radicales, conservatrices ou socialistes de naguère. Il faut rappeler aussi qu'à l'époque, les médias classiques étaient seuls à pouvoir s'adresser au grand public. Raison pour laquelle une certaine retenue avait du sens.

Mais aujourd'hui, ne doit-on pas constater que nous nous sommes fourvoyés? La posture même du journaliste au-dessus de la mêlée et des opinions n'a-t-elle pas fini par alimenter l'image du journaliste donneur de leçons? Nous ne voulions plus dire au public comment penser, fort bien. Mais n'est-ce pas notre prétention à la neutralité qui aujourd'hui n'est plus crédible? Chacun est légitimé à s'exprimer